

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 6 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **On nous pique notre argent...**
- 2) **Ne pas faire plaisir à des roublards !**
- 3) **Pas gagner**
- 4) **Prends tes jambes à ton cou...**
- 5) **Méfiance**
- 6) **Fillon un pervers narcissique ??...**
- 7) **La Mac(r)onnerie est bien de droite**

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Argent public détourné au Sénat: les chèques secrets de François Fillon



François Fillon en compagnie du président du Sénat, Gérard Larcher, l'un de ses soutiens depuis des années © Reuters

Quand il était sénateur, François Fillon a bénéficié d'un vaste système de détournement de fonds publics mis en place au sein du groupe UMP. Mediapart a retrouvé la trace des chèques signés à son nom et en public deux.

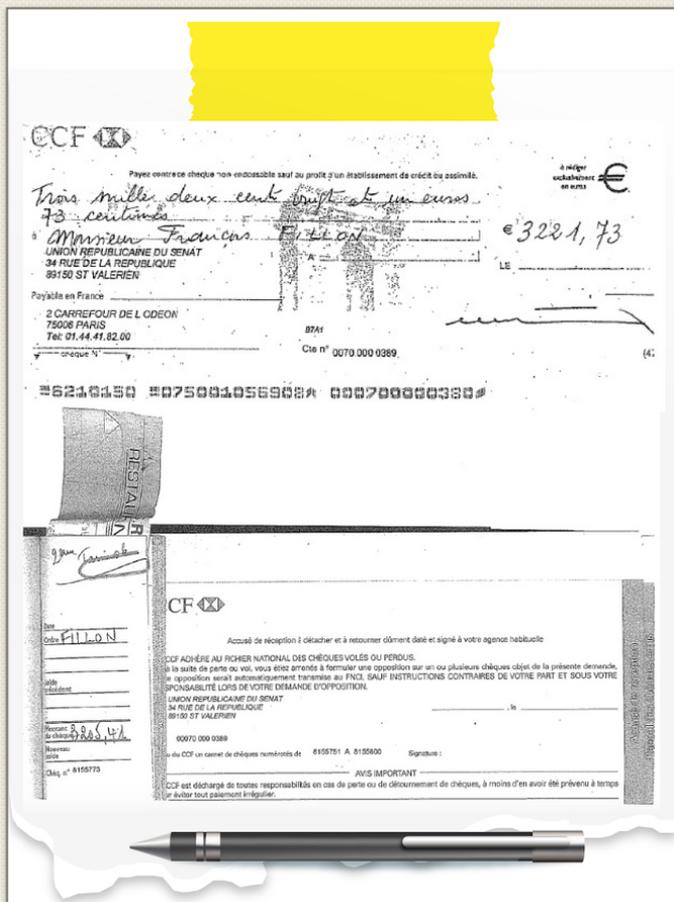
Lorsque des fonds publics sont en jeu, certains comptent au centime près. Surtout quand il s'agit d'en profiter. Sur le chèque signé à l'ordre de « Monsieur François FILLON », la somme indiquée s'élève précisément à 3 221 euros et 73 centimes. Retrouvé par Mediapart, ce spécimen est l'un des chèques secrètement encaissés par le sénateur Fillon entre 2005 et 2007, dont nous avons révélé l'existence le 28 janvier dernier. Comme plusieurs de ses collègues, François Fillon a en effet profité d'un vaste système de détournement de fonds publics mis en place au sein du groupe UMP du palais du Luxembourg, interrompu en 2014 après l'intervention de la justice.

disposition pour la rémunération d'assistants. Non content d'utiliser cette enveloppe d'argent public pour salarier son fils étudiant, puis sa fille étudiante, le Sarthois s'en mettait une partie supplémentaire dans la poche, trimestre après trimestre, jusqu'à son départ pour Matignon. Outre l'exemple précité, un talon de chèque dévoile le montant d'une « livraison » datant de 2006 : 3 205 euros et 41 centimes au nom d'un certain « FILLON ».

Les chèques cumulés au fil de son mandat n'ont sans doute pas dépassé les 25 000 euros, mais le principe en lui-même est scandaleux. Quatre élus ayant participé à et/ou profité de ce système ont d'ailleurs été mis en examen récemment pour « détournement de fonds publics » et/ou « recel », dont Henri de Raincourt et Jean-Claude Carle, dans le cadre d'une information judiciaire qui porte sur les années 2009 à 2014. Sénateur jusqu'en mai 2007, François Fillon ne figure pas dans le viseur de la justice – et c'est là pure logique. Mais au-delà de la question pénale, l'essentiel reste encore la question morale.

Si nous publions aujourd'hui ces documents, c'est que le candidat LR à la présidentielle a refusé de réagir à nos informations de la semaine dernière, espérant effacer l'affaire. Son entourage s'est contenté de brandir un « secret de l'instruction » qui n'a pas lieu d'être (son nom n'étant pas cité dans le dossier judiciaire), puis l'orage est passé. Désormais, le mutisme sera peut-être plus compliqué.

Pour comprendre le stratagème utilisé à l'époque par François Fillon, il suffit de savoir que les parlementaires disposent d'une enveloppe réservée à la rémunération d'assistants (environ 7 500 euros au palais du Luxembourg). Quand ils ne l'épuisent pas, l'argent reste théoriquement dans les caisses du Sénat. Mais plutôt que de « perdre » leurs restes, les parlementaires ont aussi le droit de les attribuer à leur « groupe politique » (la structure qui se charge d'organiser le travail collectif entre élus d'une même étiquette). Si l'institution tolère ce transfert, c'est qu'il permet aux groupes (subventionnés par ailleurs) d'embaucher des collaborateurs supplémentaires, donc d'améliorer le travail parlementaire. En théorie.



© DR

Perçus par François Fillon en plus de ses indemnités légales, les chèques en question correspondent à des commissions occultes ponctionnées sur l'enveloppe mise à sa

Car entre 2003 et 2014, le système a été perverti côté UMP : des sénateurs récupéraient en douce un tiers du crédit qu'ils offraient à leur groupe. Dans les couloirs du palais du Luxembourg, cette commission portait même un surnom, désuet et euphémisé à souhait : « la ristourne ». Selon les années et les courants politiques auxquels appartenaient les bénéficiaires, ces sommes ont pu suivre divers circuits, être directement versées par le groupe UMP (surtout pour les anciens RPR) ou bien transiter par une association ad hoc baptisée URS, essentiellement au service d'anciens giscardiens, et qui signait des chèques à la pelle. Pour éviter la paperasse, les « ristournes » étaient en tout cas redistribuées trimestre par trimestre.

La quasi-totalité de celles encaissées par François Fillon est passée par l'URS en l'occurrence. Sur le chèque reproduit par Mediapart, c'est bien la signature de son fondateur et président, le sénateur Henri de Raincourt (aujourd'hui mis en examen), qui apparaît. C'est aussi le compte de l'URS à la banque CCF (devenue HSBC) qui est prélevé. Un seul détail pourrait clocher : le chèque n'est pas daté. En réalité, c'est le cas pour l'ensemble des chèques signés au nom de François Fillon, qui exigeait souplesse et discrétion. Sur le talon publié par Mediapart, on remarque tout de même que la somme de 3 205 euros correspond à un « 2ème trimestre ». Il s'agit de l'année 2006, d'après nos informations.

Une dernière question pourrait enfin se poser : pourquoi les « ristournes » de François Fillon, ancien baron du RPR gaulliste et chiraquien, ont-elles transité par l'URS, schéma plutôt réservé aux giscardiens ? La réponse est politique : lorsqu'il a débarqué au Sénat en 2005, François Fillon venait de rompre avec Jacques Chirac et de rallier l'ambitieux Nicolas Sarkozy. Du coup, au sein du groupe UMP, alors piloté par un chiraquien pur jus, le « jeune » sénateur n'était pas en odeur de sainteté... Tuyauté par un ami, il a opté pour les discrets services offerts par l'URS.

D'après nos informations, il y a au moins une exception à ce circuit. En mai 2007, quand sa nomination à Matignon a été annoncée, François Fillon a voulu faire vite pour récupérer un dernier chèque. C'est alors Jean-Claude Carle, trésorier historique du groupe UMP, immédiatement disponible au palais, qui aurait signé son chèque au nouveau premier ministre, directement tiré d'un compte bancaire du groupe UMP. François Fillon serait même reparti avec un montant correspondant à l'ensemble du trimestre en cours. Sollicité par le truchement de son avocat, Jean-Claude Carle (aujourd'hui mis en examen) n'a

souhaité faire « aucun commentaire ».

Chez la poignée d'élus mis en examen (pour les seules années 2009 à 2014), la défense est toujours la même : « Il s'agit d'un système ancien, connu de tous et parfaitement légal », pour reprendre les termes de Me Raphaël Gauvain, l'avocat de Jean-Claude Carle ou d'André Dulait. Les juges d'instruction semblent voir les choses autrement.

Ils continuent d'ailleurs de dévider la pelote. Le système des « ristournes » a en effet laissé bien des traces. Mois par mois, année après année, des listes étaient tenues au cordeau au sein du groupe UMP, notamment par la comptable, aujourd'hui remerciée, une ancienne collaboratrice de Roger Romani à la ville de Paris (le gardien du « système Chirac »). En mai dernier, lorsque les policiers de la Brigade de répression de la délinquance astucieuse (BRDA) ont perquisitionné les bureaux du groupe UMP, ils sont tombés sur des archives en pagaille, parfois très anciennes, que certains croyaient « nettoyées ».

mediapart.fr

II) Paroles d'électeurs : « Hamon ne va pas changer de ligne pour faire plaisir à des élus du PS »

Les électeurs de Hamon recontactés par « Le Monde » considèrent que ça n'est pas à leur candidat de rassembler la gauche, mais à la gauche de se rassembler derrière lui.

LE MONDE Par Elvire Camus

Benoît Hamon doit-il défendre le bilan du quinquennat qui s'achève ? « Choisir » entre la ligne de Jean-Luc Mélenchon et celle de l'aile droite du Parti socialiste ? Tendre la main aux élus vallsistes ?



Benoît Hamon, dans son QG de campagne de la Tour Montparnasse, à Paris, le 2 février 2017. LEA CRESPI/PASCO POUR "LE MONDE"

Rien de tout cela selon ses électeurs. A la veille de l'investiture du vainqueur de la primaire à gauche, dimanche 5 février à Paris, et alors que les tractations vont bon train au sein des appareils politiques pour « rassembler la gauche » en vue de la présidentielle, ceux qui ont voté pour le député des Yvelines attendent surtout de lui qu'il reste fidèle au programme sur lequel il a été élu.

Les électeurs recontactés par Le Monde en fin de semaine affirment tous que le résultat de la primaire fait de M. Hamon – qui a obtenu plus de 58 % des voix au second tour – le candidat « légitime » de la gauche. Certains s'étonnent d'ailleurs, à l'image d'Elliot Tridon, 24 ans, qu'une partie de sa famille politique lui demande de réviser des aspects de son programme (comme le revenu universel, le 49.3 citoyen ou encore l'abrogation de la loi travail). « A un moment, Benoît Hamon a été élu sur des propositions, il y a des électeurs derrière lui, il ne va pas changer de ligne pour faire plaisir à des élus du PS », lance cet infirmier de Voiron (Isère) qui a voté pour M. Hamon aux deux tours de la primaire parce qu'il « rappelle au PS ce que veut dire "socialisme" ». Les électeurs de la primaire qui ont répondu aux questions du Monde considèrent, dans leur grande

majorité, que ça n'est pas à leur candidat de rassembler la gauche, mais plutôt à la gauche de se rassembler derrière leur candidat.

Car, au-delà de la personne, ils ont plébiscité un programme, tranché entre « deux gauches irréconciliables », rappelle Michael Nicosia, 45 ans, en allusion à l'expression utilisée par Manuel Valls en février 2016. « La ligne politique du PS devait être clarifiée après ce quinquennat, insiste cet enseignant en classe relais (auprès de collégiens en difficulté). En creux, la question posée avec cette primaire était : "Quelle ligne politique les électeurs de gauche veulent-ils pour l'avenir ?" Ils ont tranché. » Alors les déclarations de certains membres du PS, qui ont fait savoir, dès l'issue de la primaire organisée par leur parti, qu'ils ne feraient pas campagne pour Benoît Hamon en l'état, voire qu'ils soutiendraient Emmanuel Macron fait sourire. « Beaucoup de députés parlent de droit de retrait. Mais est-ce qu'ils seraient prêts à ce que les électeurs exercent un droit de retrait par rapport à leur candidature aux législatives ? », fait mine de s'interroger Henri Lelorrain, ancien élu PS de 41 ans qui a fait campagne pour Benoît Hamon à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), dans la circonscription du

ministre de l'intérieur Bruno Le Roux, qui soutenait Manuel Valls.

« Peut-être que ça fera du PS un vrai parti de gauche »

« J'essaie de me mettre à leur place... temporise Florence Chiavassa, militante PS dans le huitième arrondissement de Paris depuis novembre 2016. On ne peut pas obliger quelqu'un à être enthousiaste. Je pense que j'aurais joué le jeu sur le principe, et soutenu le vainqueur si ça avait été Manuel Valls, par contre je ne sais pas si j'aurais pu aller distribuer des tracts », nuance cette ingénieure de 41 ans au Centre national d'études spatiales (CNES). Au sein de sa section, « une majorité » de militants ne feront pas campagne. Pour Luc C., responsable de programmation culturelle à Angers, les défections de certains élus et cadres sont une bonne chose. « Je pense qu'une partie du PS n'a pas grand-chose à faire dans le parti », affirme-t-il, qualifiant d'« erreur d'aiguillage » la présence au PS des fidèles à la ligne de Manuel Valls qui selon lui ont plus en commun avec le centre qu'avec la gauche. « Ça n'est pas plus mal que certains s'en aillent », abonde Elliot Tridon, l'infirmier de Voiron : « Peut-être que ça fera du PS un vrai parti de gauche. »

Comme beaucoup, Luc C., d'Angers, espère qu'il y aura un « vrai ticket commun » avec le candidat d'Europe écologie les Verts, Yannick Jadot « qui pourrait se traduire par exemple par la création d'un poste de vice-premier ministre de l'écologie », avance cet électeur qui a toujours voté « écolo » au premier tour de la présidentielle et s'apprête à déroger à cette règle pour la première fois cette année. Léa Bazin, 24 ans, chargée de mission dans un syndicat de traitement des ordures ménagères, évoque elle aussi « ticket commun : Hamon, Jadot, Mélenchon ». Même si elle n'adhère pas à toutes les idées du candidat de la France insoumise, encore moins à la personnalité de M.Mélenchon, elle estime qu'une alliance entre les trois hommes est la meilleure chance de voir aboutir un projet qui lui correspond.

Droite ou gauche, Florence Chiavassa, la militante parisienne, estime, elle, que le principal est de « tendre la main ». Mais aux électeurs, « pas aux élus ».

III) L'investiture de Benoît Hamon, un symbole du difficile rassemblement à gauche

Depuis sa victoire à la primaire, le candidat PS s'est attelé à rassembler la gauche. Une mission délicate comme le montre ce rendez-vous de La Mutualité.

Alexandre Boudet
Journaliste politique au HuffPost



Jacky Naegelen / Reuters
Benoît Hamon sera intronisé candidat socialiste dimanche 5 février.

Rien à voir avec la journée du 22 octobre 2011. Une semaine après le second tour de la primaire socialiste, François Hollande devenait très officiellement le candidat du PS et PRG à la présidentielle devant près de 5000 militants réunis dans la Halle Freyssinet dans ce qui ressemblait à un premier meeting.

Cinq ans plus tard, Benoît Hamon lui succède dans ce rôle, sans que la cérémonie d'investiture soit comparable. Huit jours après avoir très largement battu Manuel Valls, l'ancien ministre de l'Éducation va être adoubé par 2000 personnes dans l'emblématique salle de la Mutualité. Mais contrairement à son prédécesseur, il ne pourra pas compter sur la photo de famille qui réunira tous ses concurrents; à l'époque, Jean-Michel Baylet, Manuel Valls, Ségolène Royal, Arnaud Montebourg et Martine Aubry avaient parlé avant le candidat.

Seuls deux rivaux de Benoît Hamon sur six ont confirmé leur présence: Arnaud Montebourg et Vincent Peillon. Jean-Luc Bennaïmias est en vacances avec ses proches, Sylvia Pinel est retenue dans le Sud-Ouest tandis que François de Rugy a décliné, regrettant "une cérémonie interne au PS". Manuel Valls non plus ne sera pas présent, tel qu'annoncé par ses proches en tout



Stephane Mahe / Reuters

début de semaine; le perdant a dit son intention de prendre un peu de champ avant de revenir.

François Fillon n'avait lui non plus pas eu ce moment symbolique avec l'ensemble de ses adversaires (il n'y a d'ailleurs toujours pas encore eu de rencontre publique avec Nicolas Sarkozy) mais pour Benoît Hamon, ces absences illustrent encore davantage la difficulté de sa mission: rassembler tout son camp pour espérer l'emporter à la présidentielle. La semaine qui s'achève a d'ailleurs bien rappelé au député frondeur l'ampleur de sa tâche.

Le service minimum du gouvernement

Dès lundi, lors de sa rencontre avec le premier ministre Bernard Cazeneuve, le candidat socialiste a pu comprendre que le soutien de tout le PS n'était pas une évidence. Le chef du gouvernement l'a ouvertement mis en garde sur sa campagne à venir en l'incitant fortement à s'appuyer sur le bilan du quinquennat. Et pas question pour le chef de la majorité de s'impliquer à fond derrière son ancien collègue; cette consigne de sobriété a été passée en ce sens pour tous les membres du gouvernement.

Le premier ministre sera ainsi absent de l'investiture comme de nombreux ministres: Jean-Marc Ayrault sera à Nantes, Michel Sapin à l'étranger tandis que Ségolène Royal (présente en 2011) ne voit pas l'utilité de cette cérémonie. Quant à François Hollande qui l'a reçu jeudi, il s'est abstenu de tout commentaire.

Mercredi, c'est un autre membre du gouvernement qui a fait part de ses interrogations. Stéphane Le Foll qui avait avoué durant la primaire ne pas voter pour Benoît Hamon a jugé le climat de cette présidentielle tellement explosif qu'il a refusé d'affirmer qu'il votera pour le candidat socialiste en avril prochain. Légitimiste et loyal à sa formation politique, il n'a toutefois pas exclu de passer une tête à l'investiture où quelques collègues (Harlem Désir, Laurence Rossignol, Mathias Fekl ou Axelle Lemaire) seront présents.

Selon ce journaliste de Paris Match, Christiane Taubira sera présente et montrera pour la première fois un signe de soutien au candidat socialiste.



eric hacquemand @erichacquemand
Mieux vaut tard que jamais: #Taubira avec #Hamon pour l'intronisation du candidat à la Mutualité dimanche. Elle prendra la parole avant lui.

Du côté des parlementaires, les initiatives sont encore plus claires. Alors qu'un tout petit nombre de députés a fait le choix de rejoindre immédiatement Emmanuel Macron, l'aile droite du PS a réclamé "un droit de retrait". "En tant que militants, nous ne pouvons nous sentir liés par un 'projet de société' fondé sur une logique d'assistance généralisée et de dépréciation de la valeur travail", écrit le pôle des réformateurs proche de Manuel Valls. Lors d'une réunion avec ses proches au cours de la semaine, le candidat malheureux leur a toutefois demandé de rester "ensemble" autour de Benoît Hamon et, surtout, de ne pas aller voir "ailleurs".

La gauche de la gauche le somme de choisir

Fort de sa victoire large et s'il parvient à prolonger sa dynamique, le candidat socialiste peut espérer garder les troupes socialistes autour de lui. Surtout que les sondages sont très favorables. Dans la foulée de sa victoire, Benoît Hamon a connu une importante poussée qui le place désormais à la quatrième place du premier tour non loin d'Emmanuel Macron et de François Fillon. C'est avec cette nouvelle position de force qu'il peut aborder le rassemblement avec les autres forces de gauche.

Les discussions ont commencé dès mardi avec les écologistes lors d'un déjeuner Hamon-Jadot vécu comme "un point de départ". Les deux hommes ont acté leurs nombreux points communs mais le candidat d'EELV n'entend pas se désister dans l'immédiat. Il a ainsi écrit un courrier à plus de 30.000 maires pour solliciter leur parrainage. Et sur le fond, Yannick Jadot réclame surtout des garanties "qu'il ne soit pas l'otage du PS". En clair qu'il ne dénature pas son programme pour faire plaisir aux proches de Manuel Valls.

Jean-Luc Mélenchon va encore plus loin puisqu'il somme Benoît Hamon de choisir entre lui et le PS. Dans une vidéo, il a cité Manuel Valls, Bruno Le Roux et Myriam El Khomri comme autant de personnes à qui le candidat socialiste doit retirer l'investiture en vue des législatives. On voit bien que cette condition vise surtout à confirmer le caractère irréconciliable des positions.

huffingtonpost.fr

IV) Cours vite, camarade Hamon ! Par Raphaël Glucksmann

CHRONIQUE. "Je me pince en écrivant ces mots, mais il s'est enfin passé quelque chose de neuf au PS", observe l'essayiste, après la victoire de Benoît Hamon à la primaire.

Raphaël Glucksmann Raphaël Glucksmann



Benoît Hamon, le 2 février 2017 à l'Elysée. (STEPHANE DE SAKUTIN/ AFP)

Le cadavre bouge encore. En ce sombre début d'année 2017, une trace de vie a même été détectée – ne riez pas ! – rue de Solférino... Je me pince en écrivant ces mots, mais il s'est enfin passé quelque chose de neuf au PS.

Tous les commentateurs avaient annoncé un fiasco monumental de la primaire de ladite "Belle Alliance populaire", un nom dont le ridicule soulignait à lui seul la vacuité des apparatchiks et des communicants qui l'avaient pondu. C'était acquis, nous disait-on avec un sourire en coin sur tous les plateaux de télé : les vainqueurs de ce scrutin seraient ceux qui le snoberaient, de Mélenchon à Macron. Les absents, cette fois-ci, auraient raison.

Or c'est l'inverse qui semble s'être produit. Je ne parle pas de la participation somme toute honorable, mais d'une chose plus surprenante : un candidat a émergé, mené campagne et gagné sur une analyse et un projet. En disant "nous" plutôt que "moi, je", en passant de la logique de l'homme providentiel à celle du projet mobilisateur, en jouant sur l'espoir plus que sur la peur, Benoît Hamon a ouvert le champ des possibles à gauche.

Réciprocité universelle

Comme toutes les idées neuves, "son" revenu universel suscite les railleries et le mépris des gardiens du "sérieux". Leur couperet tombe : "Irréaliste !" Fort bien, mais la volonté de continuer des politiques productivistes qui ne marchent plus depuis des décennies est-elle "réaliste" ?

Dans une société qui agonise de voir ses jeunes plus pauvres que leurs parents, est-il si "utopique" de commencer par assurer un revenu de base aux 18-25 ans ? Qui est "irénique" ? Ceux qui entendent répéter à l'infini les mêmes politiques en espérant des résultats différents ou celui qui réfléchit à de nouvelles voies pour sortir de l'impasse ?

Le projet doit encore être débattu, affiné, complété. Pour ne pas être taxé d'angélisme, il doit envisager des contreparties aux nouveaux droits. Des devoirs, oui. Toute aide supplémentaire de l'Etat exige un surcroît d'engagement de l'individu au service de la collectivité. En échange du revenu de base garanti à tous, chaque jeune Français donnera de son énergie et de son temps à la nation. Au revenu universel doit correspondre un service civique obligatoire. C'est dans cette réciprocité universelle que grandira le sentiment partagé d'appartenance à la chose commune, cette fameuse République dont tous se réclament tout en la laissant choir dans l'individualisme et le chacun pour soi. Il y a là l'esquisse d'un horizon dans lequel inscrire une action réformatrice. Ce qui, en soi, est une petite révolution.

Dr. Hamon, Mr. Benoît

Tout, désormais, peut advenir. La répétition du vieux (l'échec garanti), comme l'invention du neuf (le risque). Soit, cherchant à éviter la fuite des cadres et des élus, Dr. Hamon s'adonne à l'une de ces grandes synthèses dont les socialistes ont le secret. Il aura alors peut-être sauvé une partie de la structure (du bois mort). Mais il aura sans aucun doute tué dans l'œuf le mouvement (la sève). Et il se sera limité à reproduire le vieux stratagème mitterrandien : prendre le parti par la gauche avant de le gouverner au milieu. Répétée ad nauseam, pareille tactique a généré tellement de gueules de bois qu'elle a fini par "désespérer Billancourt" au point de l'offrir sur un plateau à Le Pen.

Soit, au contraire, Mr. Benoît approfondit la rupture, creuse la plaie, sort des clous. Il comprend que la politique, au sens noble, se fait aujourd'hui hors de Solférino, fusionne avec les écolos dans un dépassement mutuel de structures partisans qui ont échoué hier et échoueront plus encore demain. Et – surtout – il ouvre les portes et les fenêtres à une société civile aussi foisonnante que rétive aux partis.

Un mouvement pourrait alors naître prônant la refondation d'institutions verticales inadaptées à l'époque, s'engageant résolument dans la transition énergétique, s'appuyant sur les progrès de l'économie sociale et solidaire, proposant une Europe puissante et démocratique, assumant la confrontation avec le trumpisme et le poutinisme. Bref, opposant à la cohérence nationale-souverainiste une cohérence progressiste et cosmopolite.

Nous en sommes loin. Rien n'est encore fait. Mais rien n'est écrit non plus. Au sein des ténèbres dans lesquelles nos démocraties occidentales semblent inexorablement plonger, l'incertitude est déjà une victoire. Et la possibilité du neuf, une lueur d'espoir. Cours vite, camarade, le vieux monde est derrière toi !

Raphaël Glucksmann

Essayiste, auteur de "Notre France. Dire et aimer ce que nous sommes".

tempsreel.nouvelobs.com



V) Un Français sur deux ne fait pas confiance aux médias

Humanite.fr



Les Français s'informent en premier lieu par la télévision (48%), suivi d'Internet (25%), puis de la radio (20%), et enfin par la presse papier (seulement 6%). Photo : Martin Bureau/AFP

L'intérêt des Français pour l'actualité est au plus bas. Le baromètre annuel des médias Kantar/La Croix vient de tomber, et il révèle aussi que seul un Français sur deux fait confiance dans les informations relayées par les médias.

A l'orée d'une année électorale majeure dans un contexte de montée des populismes, l'intérêt des

Français pour l'information enregistre son plus mauvais score en trente ans. Seuls 64% des Français déclarent s'intéresser à l'actualité, contre 70% en 2016. Ce chiffre descend à 56% chez les jeunes.

Seul 1 Français sur 4 fait confiance à Internet

La radio reste le média le plus crédible pour 52% des Français, suivi des journaux, puis de la télévision. Seuls 26% font confiance à Internet.

Les Français s'informent en premier lieu par la télévision (48%), suivi d'Internet (25%), puis de la radio (20%), et enfin par la presse papier (seulement 6%). Les chaînes d'information sont moins regardées qu'en 2016 pour "approfondir les sujets d'actualité" avec 30% d'utilisateurs, contre 44% l'année dernière.

Seul 1 Français sur 4 pense que les journalistes sont indépendants

Pas moins de 76% des Français pensent que les journalistes ne sont pas indépendants des pressions politiques, et 73% pensent qu'ils ne résistent pas aux pressions de l'argent. Sur internet, 28% s'informent via les sites ou applications mobiles de la presse écrite, 19% sur les réseaux sociaux. Chez les 18-24 ans, les réseaux sociaux sont la principale source d'information pour 41% d'entre eux.

8 Français sur 10 exposés aux fausses informations

83% des Français affirment avoir été à maintes reprises exposés à de fausses informations. Et tous ne savent pas les identifier, si bien que 4 Français sur 10 a cru à la rumeur sur les HLM mis à la disposition des migrants, par exemple. Seuls 60% des personnes disent lire une information avant de la partager.

7 Français sur 10 ne font pas confiance aux informations sur les réseaux sociaux

Sur les douze derniers mois, 56% ont été utilisateurs des réseaux sociaux, et 73% ne font pas confiance aux informations circulant dessus. Ils sont 78% à estimer que les journalistes jouent un rôle important dans les élections présidentielles à venir. Ce sondage a été réalisé auprès de 1011 personnes représentatives de la population entre le 5 et le 9 janvier.

VI) François Fillon s'accroche malgré une campagne qui se délite

François Fillon le crie haut et fort depuis plusieurs jours, et il l'a répété vendredi soir, il "(tiendra) bon". Mais les soutiens du candidat de la droite à la présidentielle commencent peu à peu à douter et envisage de le "lâcher" suite aux renforts des soupçons d'emplois fictifs qui pèsent sur Penelope Fillon.



Fillon a demandé à ses "troupes" de tenir encore 15 jours, le temps que l'enquête du parquet national financier se termine. © Eric FEFERBERG / AFP

François Fillon tente de poursuivre sa campagne malgré un soutien qui se délite, pendant que ne cesse d'enfler le scandale de l'affaire des emplois présumés fictifs de sa femme Penelope, qui s'étend aussi à deux de ses enfants.

Le président du Sénat Gérard Larcher a annoncé vendredi 3 que la Haute Assemblée transmettrait "dans les plus brefs délais" des documents réclamés par le parquet financier sur les emplois de Marie et Charles Fillon, qui ont également été rémunérés par leur père quand il était sénateur. Les enquêteurs ont aussi entendu Igor Mitrofanoff, la "plume" et ancien assistant parlementaire de M. Fillon.

La veille sur France 2, Envoyé spécial, suivi par 5,4 millions de téléspectateurs, avait diffusé des extraits d'un entretien accordé en mai 2007 par Penelope Fillon au Daily Telegraph. On la voyait déclarer "n'avoir jamais été l'assistante" ni s'être occupée "de la communication" de son mari François Fillon.

Dans un message vidéo posté sur Facebook, l'ancien Premier ministre, accablé depuis dix jours par les révélations initiées par Le Canard enchaîné, a redit vendredi soir qu'il "tiendrait bon". Il a toutefois dit "comprendre" le "trouble" que suscite la cascade de révélations.

François Fillon a demandé mercredi 1 à ses

troupes de "tenir 15 jours", le temps que l'enquête du parquet national financier vienne à son terme. Mais, sans compter les francs-tireurs de son camp, la gauche et le Front national qui l'accablent, les troupes des Républicains semblent hésiter.

Plusieurs députés LR ont déclenché les hostilités: le sarkozyste Georges Fenech, le premier à dégainer mercredi, suivi de peu par le juppéiste Philippe Gosselin, ainsi que le sénateur sarkozyste Alain Houpert.

L'ancienne garde des Sceaux Rachida Dati, avec qui les relations sont glaciales, estime que Fillon, donné éliminé dès le premier tour par plusieurs sondages, "paie le fait qu'il n'a pas su bien rassembler" et des "erreurs de communication".

Vendredi matin, l'un des piliers du camp Fillon, Gérard Larcher, président du Sénat, a démenti sur Twitter une information de l'Obs selon laquelle il se chargerait vite de "débrancher" le candidat en grande difficulté.

Car en coulisses, on s'active à la recherche de solutions. A quelques mois des législatives, les parlementaires LR vont retourner ce samedi 4 et dimanche 5 en circonscription où les réactions des électeurs pourraient être fraîches.

Pour plusieurs ténors du parti contactés par l'AFP, la messe est dite, au vu de l'avalanche d'éléments chargeant Fillon. "Il a une tonne de fonte dans l'estomac", commente l'un d'entre eux.

D'après ces sources, M. Fillon, qui s'est entretenu ces dernières heures avec les principaux ténors du parti, refuse catégoriquement de s'effacer pour l'instant, mais il y sera de toute façon contraint et forcé s'il s'obstine, dit-on.

"François, je ne ferai rien pour te déstabiliser mais sache que, sur le terrain, c'est très dur et que les élus en prennent plein la gueule", l'a ainsi prévenu Laurent Wauquiez, selon son entourage.

Le "plan B" est dans toutes les têtes, et beaucoup privilégient l'hypothèse Alain Juppé, rival défait de Fillon au second tour de la primaire de novembre, qui a pourtant par deux fois refusé d'être une alternative.

François Baroin, le patron de l'Association des maires de France, est bien vu parmi les parlementaires mais il pourrait semer la zizanie chez la flopée de quadras et quinquas aux grandes ambitions: Bruno Le Maire, Laurent Wauquiez,

Xavier Bertrand, Nathalie Kosciusko-Morizet, Valérie Pécresse, etc.

Le vainqueur de la primaire de la droite de novembre s'est calé des rendez-vous à son agenda chez deux ténors LR: à Troyes, mardi 7, chez François Baroin, justement. Et à Poitiers, jeudi 9, chez Jean-Pierre Raffarin. Un voyage en Irak et au Liban, prévu ce week-end, a été annulé.

Vendredi matin, 61% des Français, selon un sondage Odoxa - franceinfo, lui demandaient de se retirer. Seule consolation: parmi les sympathisants de droite hors FN (un sous-échantillon de 189 personnes pour lequel la marge d'erreur est de 3,1 à 7,1 points), 68% continuent à juger qu'il a "raison de tenir bon". "Laisse béton" lui conseille en Une le quotidien Libération dans son édition de ce samedi.

Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr avec AFP



VII) A Lyon, Macron flatte l'électorat de droite et attaque Hamon

Pendant presque deux heures Emmanuel Macron a savouré la ferveur de son auditoire. S'il n'a pas encore délivré ses principales propositions, il a délivré une ligne qui s'oppose frontalement à Benoit Hamon.



Par Simon Barbarit

8000 personnes à l'intérieur et 8000 personnes à l'extérieur du Palais des Sports de Gerland s'est enorgueilli Emmanuel Macron, qui, précise-t-il, « cite les chiffres de la police ». « Vous pourrez dire j'étais là » annonce-t-il, depuis l'extérieur de l'enceinte, visiblement aux anges. L'Histoire serait-elle en Marche pour l'ancien ministre de l'Economie ? Peu de personnes pour dire le contraire ce samedi à Gerland, parmi les soutiens de la société civile, comme le juge Eric Halfen, le mathématicien Cédric Villani, le président France Terre d'Asile Pierre Henri, l'académicien Eric

Orsenna, ou encore l'ancienne journaliste Laurence Haim.

Côté politiques, évidemment le régional de l'étape, le sénateur-maire de Lyon, Gérard Colomb, le sénateur PS François Patriat, le député européen centriste Jean Arthuis, mais aussi l'ancienne ministre Corine Lepage sont là. Sur une scène plantée au milieu des gradins, Emmanuel Macron succède au maire de Lyon, l'un de ses premiers soutiens, qui, quelques minutes plus tôt, avouait du haut de sa longue expérience des campagnes électorales, n'avoir jamais « connu une telle ferveur »

« Qui ne saute pas n'est pas Macro...Nais ! »

Dans une salle surchauffée, rythmée par des chants qui ont fait les belles heures de l'Olympique Lyonnais du temps où l'équipe jouait à ...Gerland, Emmanuel Macron arrive sous les cris de « qui ne saute pas n'est pas Macro...Nais ! ». « Ce n'est pas une démonstration de force (...) c'est une démonstration d'envie » indique-t-il, modeste, et « bienveillant », un crédo que le candidat d'En Marche va décliner pendant près de 2 heures de discours. Il fait taire tout de suite les sifflets qui montent d'un gradin lorsqu'il évoque, sans les citer, ceux qui parlaient à son égard de bulle médiatique. « On ne rassemble jamais avec des sifflets » prévient-il

78 jours avant le premier tour de l'élection, Emmanuel Macron savoure sa bonne tenue dans les sondages et fait durer le suspense sur le fond de son programme, toujours prévu pour la fin du mois. En guise de slogan, plutôt un « fil rouge », une « ambition » qu'il résume en trois mots : Liberté, Egalité, Fraternité.

« Je vous aime profondément ».

Dans un style très messianique, qui n'est pas sans rappeler Ségolène Royal et son Désirs d'avenir, il y a dix ans, Emmanuel Macron cite l'un de ses auteurs favoris, René Char : « je vous aime farouchement ».

Macron répond aux accusations de complot

Emmanuel Macron critique les accusations de complot contre François Fillon

<http://dai.ly/x5amo2z>

De l'amour, de la bienveillance mais qui n'empêchent pas un constat. L'électorat de droite est déboussolé par l'affaire Pénélope Fillon, et Emmanuel Macron est prêt à lui tendre la main. Ultime provocation au candidat LR, Emmanuel Macron cite l'un des mentors de François Fillon en guise d'exemple : « Philippe Seguin « pupille de la nation devenu président de l'Assemblée nationale ».

Jeudi, plusieurs député LR ont fait part publiquement de leurs soupçons à l'encontre d'Emmanuel Macron, selon eux complice des révélations du Canard Enchaîné. « Quand ils font cela, ils mêlent l'indignité aux difficultés qu'ils vivent » a-t-il répondu ce samedi (voir la vidéo).

Ils ne m'ont pas demandé le revenu universel. Ils l'ont. Ça s'appelle le RSA

Pour Emmanuel Macron, le revenu universel est « un projet d'oisiveté subie ou choisie »

<http://dai.ly/x5amogm>

Bienveillant, Emmanuel Macron, mais aussi attentif aux sondages. Fort de sa victoire à la primaire de gauche, Benoît Hamon pointe à 17 ou 18% selon plusieurs études d'opinion. Le candidat du PS lui aussi promoteur « d'un futur désirable » a subi les foudres du président d'En Marche !. « Nous serons les défenseurs du travail (...) Je m'oppose à un projet qui serait de pouvoir vivre dignement dans une oisiveté subie ou choisie (...) J'ai vu des femmes et des hommes qui ont été bousculés par les grandes transformations des décennies précédentes (...) Ils ne m'ont pas demandé le revenu universel. Ils l'ont. Ça s'appelle le RSA. Et si on savait le multiplier par deux, j'ose espérer qu'on l'aurait fait depuis longtemps ».

Laïcité : « Chaque fois qu'on laisse faire, on abandonne un bout de notre liberté » affirme Macron

<http://dai.ly/x5amqa0>

Et comme si la défaite de Manuel Valls ouvrait une nouvelle fenêtre idéologique, Emmanuel Macron promoteur de la liberté de conscience selon la lettre de la loi de 1905 a montré les droits et les devoirs qui s'appliquent dans un Etat Laïc « Je n'accepte pas qu'un homme au nom de sa religion puisse refuser de serrer la main d'une femme . « Je n'accepte pas que des regards

d'hommes puissent interdire à une femme de venir s'installer à une terrasse ou à un café ». Une nouvelle pique à Benoit Hamon qui, entre les deux tours de la primaire, s'était vu taxer « d'islamo gauchiste ».

« Ils détestent les visages qui ne leur ressemblent pas »

Emmanuel macron tance « les aigreurs » du Front national

<http://dai.ly/x5amqqz>

Alors que Marine Le Pen prononcera le discours de ses assises présidentielles, dimanche, également dans la capitale des Gaules, Emmanuel Macron a qualifié de « ventriloques », « ceux qui prétendent parler au nom du peuple » (...) « ils prêtent aux français des valeurs qui ne sont pas les leurs » (...) « ils trahissent la fraternité car ils détestent les visages qui ne leur ressemblent pas ». « Ils ne parlent que pour eux même, de père en fille et de fille en nièce » (...) « Ils ne parlent pas du peuple mais d'une France qui n'a jamais existé ».



**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU